

Ukraine :
Aveuglement politique et enchaînement militaire

Description

Lorsque le son des canons gronde, le drame s'abat inexorablement sur des civils, quels que soient leurs camps. Mais il convient de ne pas chercher à instrumentaliser leurs souffrances par le mensonge.

Dans toutes les guerres, des civils meurent pour avoir été au mauvais endroit, au mauvais moment, le plus souvent à proximité d'un objectif militaire ou entre les feux d'un combat débridé. Certains pays n'hésitent pas à se servir des civils en les mettant en avant, en les transformant en «boucliers humains». Ce sont alors de vraies victimes de « crimes de guerre », qualifiées ainsi par toutes les conventions internationales en vigueur.

L'intervention de la Russie en Ukraine est incontestablement condamnable. À travers le texte de Jacques Baud, voici une explication des faits, qui n'est en aucun cas une caution de cette guerre insensée.

Les faits

Le Centre français de Recherche sur le Renseignement donne la parole à Jacques BAUD, colonel suisse, ancien colonel d'état major général, ex-membre du renseignement stratégique suisse, spécialiste des pays de l'Est, et qui a travaillé pour l'ONU et pour l'OTAN. Il a notamment suivi la crise ukrainienne de 2014, à l' OTAN, puis a participé à des programmes d'assistance en Ukraine.

En route vers la guerre

Les référendums menés par les 2 républiques auto proclamées de Donetsk et Lougansk, en mai 2014, n'étaient pas des référendums d'indépendance, mais des référendums "d'autodétermination". La Russie n'était pas partie prenante de ce dispositif. Ces 2 républiques ne cherchaient pas à se séparer de l'Ukraine, mais surtout à avoir un statut d'autonomie leur garantissant l'usage de la langue russe, au même titre que la langue ukrainienne.

Cette volonté de pouvoir parler russe et ukrainien s'opposait à l'abolition, (en février 2014), d'une loi qui faisait du russe l'une des langues officielles de l'Ukraine. Le gouvernement ukrainien, en réaction à

ces référendums, a appliqué dès lors une procédure militaire, en réprimant sévèrement tout » opposant » déclaré à l'Ukraine.

A l'époque, aucune livraison d'armes russes ou de matériel russe ne serait arrivé au Donbass, mais de plus en plus de soldats ukrainiens auraient fait défection, et se seraient ralliés avec armes et bagages à la cause des habitants du Donbass.

Au fur et à mesure des échecs de l'armée ukrainienne, le précédent président ukrainien, Porochenko, avait pris l'engagement de signer les accords de Minsk. Puis il lançait une opération dite « antiterroriste » contre le Donbass. Mal conseillé par l'OTAN (déjà!), les soldats furent les victimes de cuisantes défaites. Cette situation obligeait l'Ukraine à s'engager dans les seconds accords, dits accords de Minsk 2.

Cette décision avait déclenché une tempête dans la population russophone du Donbass. Dès Février 2014, les observateurs sur place faisaient état d'une répression féroce contre les régions russophones, une militarisation de la situation, et des massacres (notamment à Odessa et à Marioupol).

Fin 2014, il ne restait que les républiques de Donetsk et de Lougansk qui voulaient encore s'opposer à Kiev.

Au départ, les accords de Minsk 1 (septembre 2014) et Minsk 2 (février 2015) ne prévoyaient ni la séparation, ni l'indépendance des républiques, mais leur autonomie dans le cadre de l'Ukraine. Le statut définitif devait être négocié entre les représentants de ces 2 républiques et le gouvernement de l'Ukraine. La Russie, qui n'était pas partie prenante de ces opérations, puisqu'il s'agissait d'une affaire interne à l'Ukraine, avait demandé l'application de ces accords.

Les occidentaux – France et Allemagne – ont systématiquement tenté de substituer aux accords de Minsk le » format Normandie », qui mettait face à face Russes et Ukrainiens.

L'armée ukrainienne était dans un état déplorable, minée par la corruption de ses cadres, et ne jouissait plus du soutien de la population de l' Ukraine. A titre d'exemple, en octobre- novembre 2017, 70% des appelés ne se sont pas présentés lors de la campagne de rappel, les désertions représentaient jusqu'à 30 % des effectifs. Les jeunes ukrainiens refusent de combattre au Donbass, et préfèrent l'émigration, ce qui explique partiellement, le déficit démographique du pays, (près de 1 million de jeunes).

Le ministère de la Défense ukrainien s'adresse alors à l'OTAN pour que celle-ci l'aide à rendre ses forces armées « plus attractives ». Mais celà suppose un processus de longue haleine. Or, les ukrainiens veulent aller vite.

Ainsi, pour compenser le manque de soldats, le gouvernement ukrainien a recours à des milices paramilitaires. Elles sont composées de mercenaires étrangers, souvent militants d'extrême droite. En 2020, elles comptent environ 102.000 hommes selon Reuters. Elles sont armées, financées, et formées par les Etats-Unis, la Grande Bretagne, le Canada et la France.

Les pays occidentaux ont donc clairement créé et soutenu les milices ukrainiennes d'extrême droite

Même si le terme « nazi » est quelque peu injustifié, ces milices sont violentes, véhiculent une idéologie nauséabonde, et sont virulemment antisémites.

Ces milices, issues de groupes d'extrême droite, qui ont animé la révolution de l'Euromaïdan en 2014, (plus de quatre-vingts morts), sont composées d'individus fanatisés et brutaux. La plus connue d'entre elles est le « régiment AZOV », dont l'emblème rappelle celui de la 2e Panzer division SS das Reich, qui fait l'objet d'une véritable vénération en Ukraine, pour avoir libéré Kharkov des soviétiques en 1943, avant de perpétrer le massacre d'Oradour sur Glane en 1944, en France.

Donc l'occident soutient et arme des milices qui se sont rendues coupables de nombreux crimes, viols, tortures, et massacres contre les populations civiles du Donbass depuis 2014.

Ceux qui défendent les droits de l'homme en Ukraine, ont depuis longtemps condamné les agissements de ces groupes, mais n'ont pas été suivis par les gouvernements français, allemands, suisses, anglais, américains.

En réalité on ne cherche pas à aider l'Ukraine, mais à combattre la Russie

La guerre

Le 24 mars 2021, le nouveau président de l' Ukraine, Volodymyr Zelensky promulgue un décret pour la reconquête de la Crimée, et commence à déployer ses forces vers le sud du pays.

Simultanément, plusieurs exercices de l'OTAN ont lieu entre la mer Noire et la mer Baltique. La Russie mène alors quelques exercices, afin de tester la disponibilité opérationnelle de ses troupes, et de montrer qu'elle suit l'évolution de la situation.

Puis, en violation des accords de Minsk, l'Ukraine mène des opérations aériennes au Donbass, à l'aide de drones, dont l'un frappe un dépôt de carburant à Donetsk, en octobre 2021.

En février 2022, les événements se précipitent. Le 7 février au cours de sa visite à Moscou, E.Macron réaffirme à Vladimir Poutine son attachement aux accords de Minsk, un engagement qu'il répétera le lendemain à l'issue de son entrevue avec V. Zelensky.

Le 11 février, à Berlin, après 9 heures de travail, la réunion des conseillers politiques des dirigeants du » format Normandie » (c.a.d.les diplomates français, allemands, ukrainiens et russes) s'achève, sans résultat concret: sous la pression des Etats Unis, les ukrainiens refusent encore d'appliquer les accords de Minsk.

V.Poutine constate alors qu' E.Macron lui a fait des promesses en l'air, et que les occidentaux ne sont pas prêts à faire appliquer les accords, comme ils le font depuis 8 ans.

Les préparatifs ukrainiens dans la zone de contact continuent. Le parlement russe demande à Poutine de reconnaître les républiques de Donetsk et de Lougansk.

Le président américain annonce que la Russie s'apprête à envahir l' Ukraine. Le pilonnage d'artillerie du Donbass s'accentue, les forces ukrainiennes voulant en finir avec ces 2 républiques.

A ce stade, ni les médias, ni l'Union Européenne, ni l'OTAN, ni aucun gouvernement occidental ne réagit.

Il semble que l' Union Européenne et certains pays, ont à dessein, passé sous silence le massacre des populations du Donbass, sachant que cela provoquerait une intervention russe.

Dès le 16 février 2022, le président Biden sait que les populations civiles du Donbass sont bombardées, mettant V. Poutine devant un choix difficile: aider le Donbass militairement et créer un problème international, ou ne rien faire et regarder les russophones se faire massacrer.

Dès lors, Poutine sait que s'il intervient, son prix à payer sera le même: il accède à la demande de son parlement, reconnaît les républiques de Donetsk et de Lougansk, et dans la foulée, signe avec elles des traités d'amitié et d'assistance.

Les bombardements ukrainiens se poursuivent dans le Donbass, et les 2 républiques demandent l'aide militaire de la Russie.

Afin de rendre l'intervention russe totalement illégale aux yeux du public, l'Europe et les Etats-Unis occultent délibérément le fait que la guerre a commencé le 16 février.

Les Russes veulent obtenir la neutralité de l'Ukraine. En 6 jours, les russes se sont emparés d'un territoire aussi vaste que le royaume uni. Le gros de l'armée ukrainienne étant déployé dans le sud du pays, on comprend que l'essentiel des combats se situe près du Donbass.

Les médias propagent une image romanesque de la résistance populaire. C'est cette image qui a conduit l'Union Européenne à financer la distribution d'armes à la population civile. C'est un acte criminel, déclare le colonel BAUD.

En armant des citoyens de manière désordonnée, comme c'est le cas aujourd'hui, l'Union Européenne les transforme en combattants, avec les conséquences qui en découlent, en les transformant en cibles potentielles. De plus, en livrant des armes à un pays en guerre, l'Europe s'expose à être considérée comme un belligérant.

Selon le colonel BAUD, l'Union Européenne répète la désastreuse expérience du 3e Reich dans les dernières heures de la bataille de Berlin. La guerre doit être laissée aux militaires, et lorsqu'un camp a perdu, il faut le reconnaître.

C'est exactement l'inverse qui s'est produit, les citoyens sont poussés à se battre, et comme l'a rappelé Biden, les Etats Unis sont prêts à lutter jusqu'au dernier ukrainien.

Dans certains services de renseignements, on voit cette décision irresponsable, comme un moyen d'utiliser la population ukrainienne comme chair à canon pour combattre la Russie de Poutine. Il est facile de combattre avec le sang des autres.

Nous sommes entrés dans une dynamique où les politiques occidentaux ont accepté de sacrifier le droit international à leurs objectifs d'affaiblir la Russie.

Conclusions

Ce qui frappe l'auteur de ces propos, c'est l'absence totale des services de renseignement occidentaux dans la représentation de la situation, depuis une année.

Les dirigeants politiques décident sans vraiment connaître la situation, et se contentent de l'analyse faite par les américains. Les décisions sont irrationnelles, et prises sur le coup de l'émotion.

Pour le colonel Baud, il est clair que certains politiciens voulaient un conflit.

Les développements dramatiques dont nous sommes les témoins aujourd'hui ont des causes que nous connaissions, mais que nous avons refusé de voir :

– sur le plan stratégique, l'expansion de l' OTAN.

– sur le plan politique, le refus occidental de mettre en œuvre les accords de Minsk.

– sur le plan opérationnel, les attaques continues et répétées des populations civiles du Donbass.

Ce conflit a provoqué une hystérie générale. Les sanctions semblent être l'outil privilégié de la politique étrangère. Si l'Europe et les Etats-Unis avaient insisté pour que l'Ukraine respecte les accords de Minsk, qu'ils ont eux-mêmes négocié et cautionné, tout cela ne serait certainement pas arrivé.

Or, ni E.Macron, ni O. Scholz, ni V. Zelensky n'ont respecté leurs engagements.

La vraie défaite est celle de ceux qui n'ont pas de parole

Absente de la phase diplomatique, l'Union Européenne s'est distinguée en alimentant le combat. Le 27 février, le gouvernement ukrainien est d'accord pour entamer des négociations avec la Russie. Mais quelques heures plus tard, l'Union Européenne vote un budget de 450 millions d'euros pour fournir des armes à l'Ukraine, remettant de l'huile sur le feu.

A partir de là, les ukrainiens comprennent qu'ils n'auront pas besoin d'arriver à un accord. Plus grave: en Ukraine, ceux qui sont en faveur d'une négociation sont éliminés (physiquement).

La Chine, Israël, et la Turquie émergent comme négociateurs, tandis que la Suisse fait son entrée dans la liste des ennemis de la Russie.

Des ministres occidentaux cherchent à effondrer l'économie russe, voire à assassiner Poutine. Biden lui-même le dira, lors de sa visite en Pologne, quelques jours plus tard.

Si l'Europe tenait tellement à la paix, pourquoi n'a-t-elle pas insisté auprès de l'Ukraine pour qu'elle respecte les accords qu'elle avait signés, et que les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (dont la France et les Etats Unis) avaient approuvés ?

Qu'est-ce qui rend le conflit en Ukraine plus blâmable que la guerre en Irak, en Afghanistan, en Libye, ou actuellement la guerre en Azerbaïdjan ou au Yémen?

Si le Yémen, qui est en guerre depuis plus de 7 ans avec l'Arabie Saoudite, avait du pétrole nous y

serions depuis longtemps, et nous pleurerions leurs 300 000 morts et leurs enfants affamés. Avons nous seulement adopté une seule sanction contre les pays, les entreprises, ou les politiciens qui alimentent en armes le conflit du Yémen, qui, aux dires de l'ONU, est le conflit le plus meurtrier et la pire catastrophe humanitaire depuis la seconde guerre mondiale? Un enfant ukrainien aurait-il plus de valeur qu'un enfant yémenite?

Poser la question, c'est y répondre.

Copernic (analyse du rapport du Colonel Baud)

Categorie

1. Opinions

date créée
avril 2022